

2.1 Cadre politique

Le cadre politique s'entend des instruments politiques adoptés par les pouvoirs publics pour orienter la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Sur le plan national, il existe plusieurs cadres politiques et stratégiques de gestion des naturelles et de l'environnement. Compte tenu des enjeux du projet, certaines politiques ci-après sont rappelées dans le cadre de cette étude.

2.1.1 Plan National d'Action Environnementale

À l'instar des pays ayant participé au sommet de Rio 1992 et qui, depuis lors, s'est engagé dans le processus du développement durable, la Côte d'Ivoire dispose d'une politique nationale environnementale.

Le Plan National d'Action Environnementale (PNAE-CI) définit les objectifs stratégiques de gestion environnementale. Le PNAE s'articule autour de dix programmes, à savoir :

- Programme 1: développement d'une agriculture durable ;
- Programme 2: préservation de la biodiversité ;
- Programme 3: gestion des établissements humains ;
- Programme 4: gestion de la zone côtière ;
- Programme 5: lutte contre la pollution industrielle et les nuisances ;
- Programme 6: gestion intégrée de l'eau ;
- Programme 7: amélioration de la ressource énergétique ;
- Programme 8: recherche, éducation, formation et sensibilisation ;
- Programme 9: gestion intégrée et coordonnée de l'information environnementale ;
- Programme 10: amélioration du cadre institutionnel et réglementaire.

Le plan a permis de jeter les bases de la plupart des politiques et stratégies sectorielles de gestion des ressources naturelles. Ainsi, plusieurs actions ont été engagées, en vue de promouvoir le développement durable en Côte d'Ivoire notamment, par des programmes de renforcement du cadre institutionnel et juridique, des capacités nationales de gestion de l'environnement; de l'amélioration des conditions du suivi et de l'évaluation environnementales. Des programmes de sensibilisation, d'éducation et d'informations environnementales, privilégiant l'implication appropriée de la société civile, sont également mis en œuvre.

Tous ces programmes ont connu des niveaux d'exécution divers. Cependant, ils ont servi de fondement à l'élaboration d'un cadre législatif propice au développement durable, renforcé en particulier par l'adoption du Code de l'environnement en 1996, du Code de l'eau en 1998, suivi d'une série de législations et réglementations environnementales. Aujourd'hui, la plupart des stratégies et Plans d'Action Nationale (PAN) sectoriels prennent en compte dans leur conception les préoccupations environnementales et sociales avec comme principe de base l'approche intégrée et participative.

2.1.2 Plan National de Développement (PND)

Le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 est structuré autour de 6 piliers. Le pilier 5 porte sur le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Sa mise en œuvre repose sur un aménagement optimal de l'ensemble du territoire et la valorisation économique des potentialités des régions, avec un équilibre entre les régions et les villes et les campagnes. Ce programme prend également en charge la protection de l'environnement, la sauvegarde du patrimoine naturel et l'exploitation écologique des ressources naturelles, dans une optique de respect de la nature, de lutte contre le réchauffement climatique et le développement durable. Ainsi, le Gouvernement entend orienter ses efforts autour des principaux effets suivants :

- le renforcement de la gouvernance environnementale et du développement durable ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles y compris la biodiversité ;
- le renforcement de la conscience citoyenne en matière de préservation de l'environnement et de promotion du développement durable.

2.1.3 Politique culturelle

La Côte d'Ivoire s'est dotée d'une politique culturelle avec pour ambition d'insérer la culture au cœur de tout programme de développement, de toute action politique, sociale et économique parce que la culture est un facteur déterminant de développement. Cette politique culturelle comporte un certain nombre d'orientations fortes parmi lesquelles celles qui suivent :

- la Côte d'Ivoire, pays à cheval entre traditions et modernité, doit conjuguer harmonieusement les valeurs positives de ces deux réalités ;
- la culture doit assurer la cohésion sociale par son dynamisme et son ouverture. Elle participe au développement de la nation ;
- la Côte d'Ivoire est une terre de croyances où se côtoient des pratiques et dogmes issus de l'animisme et des religions révélées. La tolérance religieuse présente dans les cultures ivoiriennes doit être préservée et développée ;
- la politique culturelle de la Côte d'Ivoire qui se fonde sur les valeurs culturelles ethniques originelles doit s'ouvrir à la culture des autres peuples dans un esprit d'enrichissement et de partage. Elle doit contribuer à l'enrichissement du patrimoine culturel universel.

En considération de la politique culturelle en vigueur ainsi que des lois et règlements qui s'y rapportent, le présent projet préservera autant que possible les lieux de culte et tiendra compte des sites d'intérêt culturel pouvant être valorisés en raison de leur lien direct avec le projet. Des forêts sacrées ou bois sacrés qui existent le long des voies ont une valeur culturelle pour les populations et doivent être préservés dans la mesure du possible.

2.1.4 Politique en matière de lutte contre la pollution des gaz à effet de serre et pollution de l'air

La Côte d'Ivoire a ratifié la Convention-Cadre sur les changements climatiques en septembre 1995 et a entrepris conformément à ses engagements de Partie des activités qui visent les objectifs de cette convention. C'est dans cette optique que deux projets ont été initiés pour d'une part faire l'inventaire des Gaz à effet de serre (GES) et d'autre part améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments grâce à la réduction des GES.

Les objectifs opérationnels du premier projet initié en novembre 1994 visent à réaliser l'inventaire des GES, à évaluer la vulnérabilité de la Côte d'Ivoire aux GES et à proposer des statistiques et mesures possibles en vue de réduire les émissions de GES. Les évaluations menées sur la base de la méthodologie proposée par le Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Climat (GIEC/IPCC) ont permis d'identifier effectivement les sources d'émission des GES. Le second projet a pour objectif principal la stabilisation ou la réduction des émissions associées à la production d'électricité d'origine thermique en Côte d'Ivoire, grâce à l'application à grande échelle de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments neufs et les bâtiments existants et dans les équipements et des matériels utilisés dans ces bâtiments.

Dans le domaine de la pollution de l'air, les actions du gouvernement ont été portées sur l'évaluation de la pollution de l'air, l'identification des zones susceptibles de recevoir les appareils de mesures et les mesures des retombées de poussières par les établissements émetteurs (cimenterie, etc.). On peut, à partir de ces mesures, identifier les zones d'émission et mener les actions de réduction; l'incitation des industriels à la réduction de la pollution de l'air par le biais des actions de traitement des gaz avant leur rejet (désulfuration, dépoussiérage, lavage des fumées).

Dans le cadre du présent projet, ces actions vont guider les prescriptions environnementales en matière de lutte contre la pollution atmosphérique.

2.1.5 Politique de développement d'infrastructures routières

La stratégie générale de développement d'infrastructures routières répond à l'objectif de désengager de l'état et d'améliorer la compétitivité de ce secteur. Cette orientation est à chaque période développée à travers les déclarations de politique générale pour le secteur des transports. L'Etat a toujours exprimé son engagement à soutenir le sous-secteur des transports routiers à travers les actions suivantes:

- affecter des ressources financières importantes et régulières à l'entretien routier ;
- transférer l'exécution des travaux de l'entretien routier de la règle au secteur privé ;
- mettre en place des outils et des procédures de gestion (planification – programmation – budgétisation, suivi et contrôle, gestion des contrats, procédures de paiement accélérées....)

L'État s'est également engagé à définir et mettre en œuvre un programme de réforme institutionnel qui a permis d'apporter une réponse aux difficultés rencontrées pour garantir le financement régulier de l'entretien des routes et assurer un niveau de service acceptable pour l'utilisateur. Il s'agit d'une stratégie de développement et de pérennisation de ce secteur. Le projet d'affermage a permis donc d'apporter une réponse à ces attentes en association avec les nouvelles institutions mises en place que sont le Fonds de l'Entretien Routier (FER) et l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE).

Au niveau des voiries, la stratégie de l'État est de : construire les voies structurantes dans les grandes agglomérations ; construire les chaînons manquants des liaisons secondaires des quartiers des grandes agglomérations ; construire 5 km de routes neuves dans chaque chef-lieu de département.

2.1.6 Politique d'assainissement

La politique d'assainissement est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, à travers la Direction de l'Assainissement urbain et du Drainage (DAUD) qui élabore et mène sur le terrain la politique et les stratégies nationales en matière de drainage et d'assainissement avec pour objectif global de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'assainissement. En matière d'assainissement, les stratégies en milieu urbain sont les suivantes :

- élaborer un plan stratégique d'assainissement à travers un schéma directeur d'assainissement ;
- encourager la politique d'urbanisation des villes ;
- ouvrir les grands collecteurs pour le drainage des eaux pluviales ;
- développer les infrastructures d'eaux usées domestiques ;
- veiller aux traitements des effluents des usines, des hôpitaux avant leur rejet dans la nature ;
- développer l'assainissement autonome dans les zones dépourvues de réseaux collectifs.

2.1.7 Politique forestière

Le territoire de la Côte d'Ivoire est divisé en deux principaux domaines : le domaine forestier rural et le domaine forestier permanent de l'État qui regroupe l'ensemble des terres relevant des domaines privés et publics de l'État (forêts classées, aires protégées et périmètres de protection).

La politique de gestion de ce patrimoine forestier est orientée sur deux axes ; à savoir : la protection des aires protégées et la protection de la forêt

La protection des aires protégées

En vue de préserver les ressources naturelles des aires protégées, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans plusieurs actions.

Au lendemain de la conférence de Rio 92, la Côte d'Ivoire a initié le Projet Cadre de gestion des Aires Protégées (PCGAP) fondée sur :

- des réformes administratives, techniques et législatives ;
- le renforcement des capacités d'institutions à charge de la gestion des parcs
- Nationaux et Réserves naturelles ;
- l'intégration d'une approche participative impliquant la population civile (ONG, populations riveraines, etc.) à toutes les étapes de préparation des projets relatifs aux aires protégées ;
- le développement d'activités alternatives génératrices de revenus substantiels dans les zones riveraines des Parcs et Réserves et le développement d'un partenariat entre gestionnaires et riverains dans l'exécution des activités d'aménagement et de protection ;
- la prise en compte de la formation (agents, populations et autres privés) et de la recherche (suivis écologiques et autres programmes de recherche) dans les différents plans d'aménagement des Parcs et Réserves Naturels ;
- le développement du réseau des Aires Protégées par la création des Parcs et Réserves marins dans le littoral et des Parcs et Réserves dans le centre d'endémisme est du bloc forestier guinéen ; la recherche de mécanismes appropriés pour assurer un financement continu des activités d'aménagement et de protection.

La protection de la forêt

En Côte d'Ivoire, la pression exercée sur la forêt est très forte, car les populations y tirent le maximum de leurs biens et services essentiels (santé, logements, aliments, éducation, spiritualité,...). Au plan économique, l'agriculture demeure encore la base de l'économie ivoirienne. Elle représente un tiers du PIB et 66% des recettes d'exportation en 2008.

Malheureusement, son essor a fortement entamé le capital naturel du pays notamment les forêts, les terres agricoles et le microclimat. Toutefois, avec l'engagement politique affiché par les pouvoirs publics depuis l'adoption des principes du développement durable, plusieurs acquis sont observés pour soutenir le développement agricole durable du pays.

Pour intégrer la gestion forestière dans la logique du développement durable, les actions suivantes ont été menées par les pouvoirs publics :

- la mise en place d'un Plan Sectoriel Forestier (première tranche 1991) ;
- la création de la Société de Développement des Forêts (SODEFOR) ;
- la mise en place d'un Plan Directeur Forestier (1998-2015) ;

Afin de doter le secteur agricole, au sens large, d'un instrument de politique, le gouvernement a adopté un Plan Directeur de Développement Agricole (PDDA) pour la période 1992-2015 dont les objectifs répondent aux trois piliers du développement durable :

- économie : améliorer la productivité et la compétitivité, diversifier les productions agricoles développer les pêches maritimes et lagunaires ;
- social : rechercher l'autosuffisance et la sécurité alimentaire ;
- environnement : réhabiliter le patrimoine forestier et préserver la diversité biologique

Dès lors, plusieurs actions ont été menées sur l'étendue du territoire national notamment (1) la poursuite du reboisement et l'aménagement des forêts (2) le développement des infrastructures rurales (3) la promotion des jeunes exploitants agricoles (4) l'intensification du rôle des caisses d'épargne et de crédit et (5) le renforcement de la politique nationale en matière de sécurité alimentaire.

2.1.8 Politique sanitaire et d'hygiène du milieu

La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les Soins de Santé Primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et de Couverture Maladies Universelles (MSHPCMU). Dans les régions, sa politique est mise en place par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées.

Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène ; etc.

2.1.9 Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique

La Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique adoptée en 2003 a été le résultat de plusieurs travaux et analyses menés au cours d'ateliers régionaux et nationaux qui ont eu lieu en 2000, 2001 et 2002.

La vision globale est qu'à l'horizon 2025 la diversité biologique de la Côte d'Ivoire soit gérée de manière durable en vue de l'équilibre des écosystèmes, de l'amélioration de la qualité de vie des populations actuelles et de la préservation de l'héritage des générations futures. Pour y parvenir, la stratégie est structurée autour d'une démarche fondée sur huit thèmes fondamentaux et dix-huit axes stratégiques dont la mise en œuvre devrait permettre d'inverser la tendance de la dégradation des forêts de la Côte d'Ivoire.

2.2 Cadre juridique

2.2.1 Au plan national

La Côte d'Ivoire dispose d'un ensemble de textes réglementaires en matière de protection de l'environnement. Ces textes visent à la sauvegarde des ressources naturelles et à la protection de la population. Les textes réglementaires pertinents applicables dans le cadre du présent projet sont présentés ci-dessous :

- Loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution ivoirienne
- Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement
- Loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 portant Code Pénal
- Loi n° 83-788 du 2 août 1983, déterminant les règles d'emprise et de classement des voies de communication et des réseaux divers de l'État et des collectivités territoriales
- Loi n°87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel

- Loi n° 88-651 du 07 juillet 1988 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives
- Loi n°96-755 du 23 décembre 1996 portant Code de l'eau
- Loi n°2003-308 du 07 juillet 2003, portant transfert et répartition de compétences de l'État aux Collectivités Territoriales
- Loi n°87- 806 du 28 juillet 1987 portant protection du Patrimoine Culturel
- Loi portant Code de prévoyance sociale comme suit : Loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance Sociale modifiée par l'Ordonnance N° 2012-03 du 11 janvier 2012
- Loi n°2014-138 du 24 mars 2014, portant code Minier
- Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le Développement Durable
- Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail
- Loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n°2004-412 du 14 août 2004 et n°2013-655 du 13 septembre 2013.
- Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code Forestier
- Décret n° 64-212 du 2 mai 1964, portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique
- Décret n° 96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
- Décrets d'application 96-894 de novembre 96 détermine les règles et procédures applicables aux études d'impact environnementales des projets de développement
- Décret n°96-204 du 7 mars 1996 relatif au travail de nuit
- Décret n° 98-38 du 28 janvier 1998 relatif aux mesures générales d'hygiène en milieu de travail
- Décrets n°2005-03 du 06 janvier 2005 portant Audit Environnemental
- Décret n° 2016-864 du 03 novembre 2016 portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique
- Décret n°2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air
- Actes sur l'approche participative et l'information du public

Tableau 6 : Textes réglementaires ivoiriens applicables au projet

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
Loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution ivoirienne	<p>Accorde une place de choix aux questions environnementales. En effet, cette loi fondamentale comporte deux articles traitant explicitement de l'environnement</p> <p>- Article 9 : « Toute personne a droit à l'éducation et à la formation professionnelle. Toute personne a également droit à un accès aux services de santé ».</p> <p>- Article 11 : « le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».</p> <p>- Article 27 : « le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble du territoire national. Le transit, l'importation ou le stockage illégal et le déversement de déchets toxiques sur le territoire national constituent des crimes ».</p> <p>- Article 40 : « La protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale. L'Etat s'engage à protéger son espace maritime, ses cours d'eau, ses parcs naturels ainsi que ses sites et monuments historiques contre toutes formes de dégradation. L'Etat et les collectivités publiques prennent les mesures nécessaires pour sauvegarder la faune et la flore. En cas de risque de dommages pouvant affecter de manière grave et irréversible l'environnement, l'Etat et les collectivités publiques s'obligent, par application du principe de précaution, à les évaluer et à adopter des mesures nécessaires visant à parer à leur réalisation ».</p>
Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	<p>Cette loi fixe le cadre général des champs de renforcement des textes juridiques et institutionnels relatif à l'environnement :</p> <p>Dispositions préventives aux études environnementales dans le cadre des projets</p> <p>- Article 22 : « l'autorité compétente peut refuser la délivrance d'un permis de construire si le projet peut affecter le caractère ou l'intégrité des zones voisines ».</p> <p>- Article 35.1 : « principe de précaution : Lors de la planification ou de l'exécution de toute action, des mesures préliminaires sont prises de manière à éviter ou à réduire tout risque ou tout danger pour l'environnement. Toute personne dont les activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit, avant d'agir, prendre en considération les intérêts des tiers ainsi que la nécessité de protéger l'environnement. Si, à la lumière de l'expérience ou des connaissances scientifiques, une action est jugée susceptible de causer un risque ou un danger pour l'environnement, cette action n'est entreprise qu'après une évaluation préalable indiquant qu'elle n'aura pas d'impact préjudiciable à l'environnement ».</p> <p>- Article 35.2 : « substitution : Si, à une action susceptible d'avoir un impact préjudiciable à l'environnement, peut être substituée une autre action qui présente un risque ou un danger moindre, cette dernière action est choisie même si elle entraîne des coûts plus élevés en rapport avec les valeurs à protéger ».</p> <p>- Article 35.3 : « préservation de la diversité biologique : Toute action doit éviter d'avoir un effet préjudiciable notable sur la diversité biologique ».</p> <p>- Article 35.4 : « non dégradation des ressources naturelles : Pour réaliser un développement durable, il y a lieu d'éviter de porter atteinte aux ressources naturelles tels que l'eau, l'air et les sols qui, en tout état de cause, font partie intégrante du processus de développement et ne doivent pas être prises en considération isolément. Les effets irréversibles sur les terres doivent être évités dans toute la mesure du possible ».</p>

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
	<ul style="list-style-type: none"> - Article 35.5 : « principe "Pollueur-payeur" : Toute personne physique ou morale dont les agissements et/ou les activités causent ou sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement est soumise à une taxe et/ou à une redevance. Elle assume, en outre, toutes les mesures de remise en état ». - Article 35.6 : « le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement ». - article 39 : « tout projet susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact préalable ». - Article 41 : « l'examen des études d'impact environnemental par le Bureau d'études d'impact environnemental, donne lieu au versement d'une taxe au Fonds National de l'Environnement ». - Dispositions préventives pour la protection de l'air - Article 79 : « sont interdits : Toute émission dans l'atmosphère de gaz toxique, fumée, suie, poussière ou toutes autres substances chimiques non conformes à la réglementation en vigueur. » - Article 20 : « les immeubles, les installations classées, les véhicules et engins à moteur, les activités industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles, détenues ou exercées par toute personne physique ou morale doivent être conçus et exploités conformément aux normes techniques en vigueur en matière de préservation de l'atmosphère. » - Article 75 : toutes les activités susceptibles de nuire à la qualité de l'air, des eaux tant de surface que souterraines sont interdites. - Dispositions préventives pour la protection des sols et sous-sols - Article 81 : « sont interdits : l'importation non autorisée de déchets sur le territoire national ; les dépôts de déchets sur le domaine public non autorisé, y compris le domaine public maritime tel que défini par les textes en vigueur, ... » - Article 82 : « sont interdits sur le territoire national, tous les actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, à l'exploitation et au transit des substances ou combinaison de substances visées à l'article 8 par la présente loi ». En effet, l'article 8 caractérise les substances en question. Il s'agit des combinaisons de substances fabriquées ou à l'état naturel, en raison de leur caractère toxique, radioactif, corrosif ou nocif qui pourrait constituer un danger pour la santé des personnes, la conservation des sols et sous-sols, etc. - Dispositions préventives pour la protection de l'environnement humain - Article 29 : « tous les engins doivent être munis d'un avertisseur sonore conforme à un type homologué par les services compétents et ne doivent pas émettre de bruit susceptible de causer une gêne aux usagers de la route et aux riverains ». - Article 31 : « lorsque l'urgence le justifie, l'autorité compétente peut prendre toutes mesures appropriées pour faire cesser immédiatement toute émission de bruits susceptibles de nuire à la santé des êtres vivants, de constituer une gêne excessive et insupportable pour le voisinage ou d'endommager les biens ». - Dispositions sur l'approche participative et l'information du public - article 35.6 : « toute persona a le droit d'être informée de l'état de l'environnement et de participer aux procédures préalables à la prise de décisions susceptibles d'avoir des effets préjudiciables à l'environnement ».

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
Loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 portant Code Pénal	Elle donne une définition générale de l'infraction et en précise les différentes catégories. Elle traite également des atteintes à la santé, à la salubrité et à la moralité publique et fixe les peines encourues à cet effet.
Loi n° 83-788 du 2 août 1983, déterminant les règles d'emprise et de classement des voies de communication et des réseaux divers de l'Etat et des collectivités territoriales	<p>- Article 1 : les voies de communication, notamment la voirie, les voies ferrées, les canaux de navigation, d'une part et les réseaux divers notamment les systèmes de distribution d'eau, d'assainissement et de drainage, les systèmes de distribution d'électricité et de gaz, les oléoducs et les réseaux téléphoniques, d'autre part, font partie, selon le cas, du domaine public de l'Etat.</p> <p>- Article 2, alinéa 1 : l'emprise des voies de communication englobe la partie carrossable, les voies piétonnes et cyclables, les bas-côtes, ainsi que tous les ouvrages annexes s'y rattachant.</p>
Loi n°87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel	La Loi n°87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel est un texte de Loi qui dispose de l'ensemble des définitions et principes généraux applicables à la protection du patrimoine culturel national. En ses articles 1 à 4, elle définit le champ d'application et les dispositions générales à prendre en cas de découverte des éléments faisant partie du patrimoine culturel. Elle définit en son Article 5 que : "la protection du patrimoine culturel immobilier est assurée suivant son intérêt historique, artistique, scientifique ou technologique ainsi qu'en raison de son état de conservation par trois mesures administratives distinctes : l'inscription, le classement et la déclaration de sauvegarde ».
Loi n° 88-651 du 07 juillet 1988 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives	La Loi n° 88-651 du 07 juillet 1988 portant Protection de la Santé Publique et de l'Environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives interdites sur toute l'étendue du territoire, tous actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, au transit, au transport, au dépôt et au stockage des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives.
Loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'eau	<p>Cette loi a pour objet une gestion intégrée des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques en vue d'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; - la protection contre toute forme de pollution, la restauration des eaux de surface, - des eaux souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ; - la protection, la mobilisation et la gestion des ressources en eau ; - le développement et la protection des aménagements et ouvrages hydrauliques ; - la valorisation de l'eau comme ressource économique et sa répartition de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, - la planification cohérente de l'utilisation des ressources en eau tant à l'échelle du bassin versant hydrologique qu'à l'échelle nationale ; - l'amélioration des conditions de vie des différents types de populations, dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ;

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
<p>Loi n°2003-308 du 07 juillet 2003, portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources en eau pour les générations présentes et futures ; - la mise en place d'un cadre institutionnel caractérisé par la redéfinition du rôle des intervenants. <p>- Article 7 : L'eau fait partie du patrimoine commun national. Sa protection, sa mobilisation et sa mise en valeur, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.</p> <p>- Article 12 : Tout projet d'aménagement et d'affectation du sol à des fins agricoles, industrielles ou urbaines, tout projet de recherche ou d'exploitation des matières premières du sous-sol sont soumis à autorisation préalable dans les conditions fixées par décret.</p> <p>- Article 31 (1^{er} paragraphe) : Sont soumis à autorisation préalable, les installations, aménagements, ouvrages, travaux et activités, susceptibles d'entraver la navigation, de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de dégrader la qualité et la quantité des ressources en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique.</p> <p>- Article 48 : Toutes les installations classées existantes bénéficiant d'un délai de 2 ans à compter de la promulgation de la présente loi pour être mises en conformité avec ses dispositions et ses textes d'application.</p> <p>- Article 49 : Il est instauré des normes appropriées pour la protection de l'environnement. Il est créé un label pour les produits de consommation les plus respectueux de l'environnement. Des normes sont également exigées pour les produits importés.</p> <p>- Article 51 : Il est institué des périmètres de protection en vue de la conservation ou de la restauration des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - écosystèmes, - forêts, boisements, espèces et espaces protégés, - monuments, sites et paysages, - systèmes hydrauliques et de la qualité des eaux, - espaces littoraux. <p>Cette loi fait référence au transfert des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales (régions, départements, district, ville communes) dans les domaines suivants : aménagement du territoire, planification du développement, urbanisme et l'habitat, voies de communication et les réseaux divers, transport, santé, l'hygiène publique et la qualité ; protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, sécurité et la protection civile, l'hydraulique, l'assainissement.</p> <p>Article 1 : « Les Collectivités territoriales concourent avec l'Etat au développement économique, social sanitaire, éducatif, culturel, et scientifique des populations et, de manière générale, à l'amélioration constante de leur cadre de vie. A cet effet, elles jouissent d'une compétence générale et de compétences spéciales attribuées par les lois et règlements »</p> <p>Article 7 : « La réalisation d'un équipement sur le territoire d'une collectivité, doit se faire après consultation préalable de la collectivité concernée. »</p> <p>Chapitre II, Article 12 et au point 7 en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles, les dispositions ci-après :</p>

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
<p>Loi portant Code de prévoyance sociale comme suit : Loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance Sociale modifiée par l'Ordonnance N° 2012-03 du 11 janvier 2012</p>	<ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans départementaux d'actions pour l'environnement et la gestion des ressources naturelles en harmonie avec le plan régional ; - la gestion des eaux continentales, à l'exclusion des cours d'eau à statut régional, national, ou international <p>En son Article 1, cette loi stipule que le service public de la Prévoyance Sociale a pour but de fournir des prestations à l'effet de pallier les conséquences financières de certains risques ou de certaines situations, en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accidents du travail et de maladies professionnelles ; - retraite, d'invalidité et de décès ; - maternité ; allocations familiales *. <p>Est obligatoirement affilié à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale tout employeur occupant des travailleurs salariés tels que définis à l'Article 2 (Au sens du présent Code, est considérée comme travailleur ou salarié, quels que soient son sexe, sa race et sa nationalité, toute personne physique qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée, appelée employeur. Pour la détermination de la qualité de travailleur, il n'est tenu compte ni du statut juridique de l'employeur, ni de celui de l'employé) du Code du Travail. L'affiliation prend effet à compter du premier embauchage d'un travailleur salarié.</p> <p>Ce texte de loi comprend 197 articles repartis en seize titres. Le titre 9 qui décrit les droits et obligations attachés à l'exercice des opérations minières ou des carrières consacre son chapitre 6 à la protection de l'environnement.</p> <p>- Article 78 : l'autorisation d'exploitation de substances de carrières comporte, conformément aux lois et règlements en vigueur, l'autorisation de transporter ou de faire transporter les substances de carrières extraites et leurs concentrés ou dérivés primaires jusqu'au lieu de stockage, de traitement ou de chargement et d'en disposer sur les marchés intérieurs et extérieurs.</p> <p>- Article 127 : L'occupation des terrains nécessaires à l'activité de prospection, de recherche ou d'exploitation de substances minérales et aux industries qui s'y rattache, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre du titre minier ou de l'autorisation, ainsi que le passage sur ces terrains aux mêmes fins s'effectue selon les conditions et modalités établies par décret. L'occupation de ces terrains donne également droit à une juste indemnité au profit de l'occupant et de l'occupant légitime du sol. Les modalités de cette indemnisation sont définies par décret.</p> <p>Cette indemnisation fait l'objet d'un protocole d'accord entre l'exploitant, l'occupant du sol et l'occupant légitime du sol, sous la supervision de l'Administration des Mines. Le simple passage sur ces terrains n'ouvre pas droit à indemnité si aucun dommage n'en résulte. Toutefois, le passage répété qui cause des désagréments, des dommages ou des troubles de jouissance donne droit à une juste rétribution négociée en présence des structures administratives compétentes.</p> <p>Cette occupation comporte, le cas échéant, le droit de couper le bois nécessaire à cette activité et d'utiliser les chutes d'eau libres, le tout à l'intérieur du périmètre défini dans le titre minier ou l'autorisation, sous réserve d'indemnisation ou de paiement des taxes ou redevances prévues par les lois ou règlements en vigueur.</p>
<p>Loi n°2014-138 du 24 mars 2014, portant code Minier</p>	

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
	<p>Article 142 : Le titulaire d'un permis d'exploitation ou le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation semi-industrielle ou industrielle est tenu d'exécuter le Plan de Gestion Environnemental et Social approuvé par l'Administration des Mines et l'Administration de l'Environnement.</p> <p>Article 145 : Tout demandeur d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation de carrières industrielles est tenu de fournir, en même temps que l'étude d'impact Environnemental et Social, un plan de fermeture et de réhabilitation de la mine. Le plan de fermeture et de réhabilitation est soumis à l'approbation des Administrations chargées respectivement des Mines et de l'Environnement.</p> <p>Lorsque des changements dans les activités minières justifient une modification du plan de fermeture, le détenteur du titre minier ou le bénéficiaire d'autorisation d'exploitation de carrière industrielle est tenu de le soumettre à une révision. Le plan de fermeture doit prendre en compte les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage du site d'exploitation ; - le démontage et l'enlèvement des installations minières ; - le traitement et la réhabilitation du site ; - la surveillance post-réhabilitation du site ; - les possibilités de reconversion du site ; - la remise à disposition officielle du site aux autorités compétentes.
<p>Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le Développement Durable</p>	<p>Article 2 : La présente loi définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les outils de politique en matière de développement durable ; - intégrer les principes du développement durable, dans les activités des acteurs publics et privés ; - élaborer les outils de politique en matière de Changements Climatiques ; - encadrer les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés à la biosécurité ; - définir les engagements en matière de développement durable des acteurs du développement durable ; - concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, du développement économique et du progrès social ; - créer les conditions de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ; - encadrer l'utilisation des organismes vivants modifiés. <p>Article 5 : Les principes généraux de mise en œuvre du développement durable sont notamment :</p> <p>Article 5.11 : le principe de précaution</p> <p>Lors de la planification ou de l'exécution de toute action, des mesures préliminaires sont prises de manière à éviter ou à réduire tout risque ou tout danger pour l'environnement.</p> <p>Toute personne dont les activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit, avant d'agir, prendre en considération les intérêts des tiers ainsi que la nécessité de protéger l'environnement. Si, à la lumière de l'expérience ou des connaissances scientifiques, une action est jugée susceptible de causer un risque ou un danger pour l'environnement, cette action n'est entreprise qu'après une évaluation préalable indiquant qu'elle n'aura pas d'impact préjudiciable sur l'environnement.</p>

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail	<p>Article 5.13 : le principe de prévention En présence d'un risque connu, des actions de prévention, d'atténuation et de correction doivent être mises en place, en priorité à la source.</p> <p>Ce texte de loi régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre État.</p> <p>Article 21.1 : La durée et l'horaire de travail sont fixés par l'employeur dans le respect des règles édictées par le présent code et des textes pris pour son application. La durée et l'horaire de travail sont affichés sur les lieux de travail et communiqués à l'inspecteur du travail et des lois sociales.</p> <p>Article 22.2 : Le travail de nuit est interdit pour les jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans. Des dérogations peuvent toutefois être accordées, dans des conditions fixées par décret, en raison de la nature particulière de l'activité professionnelle.</p> <p>Article 22.4 : Les conditions dans lesquelles s'effectuent le travail de nuit, en particulier les garanties spécifiques exigées par la nature de ce travail, sont fixées par décret.</p> <p>Article 41.2 : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise. Il doit notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies ».</p> <p>Article 41.3 : « Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique. Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation ».</p> <p>Article 41.6 : « Il est interdit à toute personne d'introduire ou de distribuer, de laisser introduire ou de laisser distribuer dans les établissements ou entreprises des boissons alcoolisées à l'usage des travailleurs. L'approvisionnement en eau potable aux lieux et pendant les heures de travail est assuré par l'employeur. Cette eau doit faire l'objet de contrôle périodique, par les services habilités de l'État.</p> <p>Article 42.1 : « Un Comité de Santé et Sécurité au Travail est créé dans tout établissement ou toute entreprise employant habituellement plus de cinquante salariés ».</p> <p>Article 42.3 : « Le Comité de Santé et Sécurité au Travail est chargé de l'étude des conditions de santé et sécurité au travail dans lesquelles sont assurées la protection et la santé des travailleurs. Il veille à l'application des prescriptions législatives et réglementaires et contribue à l'éducation des travailleurs dans le domaine de la santé et sécurité ».</p> <p>Article 43.1 : Tout employeur doit assurer un service de santé au travail au profit des travailleurs qu'il emploie.</p>
Loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par	<p>Article 2 nouveau : Le domaine foncier rural est à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hors du domaine public ; hors des périmètres urbains ; - hors des zones d'aménagement différé dûment constituées ; - hors du domaine forestier classé et des aires protégées ;

Intitulé de la législation ou de la réglementation	Articles ou dispositions se rapportant aux activités du projet
<p>les lois n°2004-412 du 14 août 2004 et n°2013-655 du 13 septembre 2013.</p> <p>Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code Forestier</p>	<ul style="list-style-type: none"> hors des zones touristiques dûment consultées. <p>Selon l'article 3 de la Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019, la présente loi s'applique aux forêts et aux arbres hors forêts sur le territoire national, mais ne s'applique pas à la faune, aux parcs nationaux et réserves naturelles. Les articles 8 et 10 de cette loi stipulent que la protection et la reconstitution des ressources forestières incombent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés rurales, aux personnes physiques et personnes morales de droit privé, notamment les concessionnaires et exploitants des ressources forestières. L'Etat prend toutes mesures nécessaires en vue de fixer les sols, de protéger les terres, les berges et ouvrages contre les risques d'érosion et d'inondation, et de conserver les espèces naturelles menacées d'extinction. (Article 10).</p> <p>Selon les articles 35 les prélèvements au titre des droits d'usage forestier doivent se faire dans le respect des principes de gestion durable des forêts. Aussi, l'article 43 indique que l'importation, l'exportation et l'introduction de spécimens de plantes forestières, de semences et de ressources génétiques forestières sont soumises à autorisation préalable du Ministre chargé des Forêts.</p> <p>L'article 81 quant à lui, souligne que tout déboisement sur une distance de vingt-cinq mètres de large de part et d'autre de la limite supérieure des crues des cours d'eau est également interdit sauf si l'autorisation est accordée par l'administration forestière locale. La répression des infractions relatives à l'exploitation, à la transformation et à la commercialisation sans autorisation des produits de la forêt est donnée par l'article 87.</p>
<p>Décret n° 64-212 du 2 mai 1964, portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique</p>	<p>L'article 10 du paragraphe 2, relatif à la vitesse stipule que tout conducteur doit constamment rester maître de sa vitesse et mener avec prudence son véhicule. Il doit régler sa vitesse en fonction des difficultés de la circulation ou des obstacles prévisibles, et réduire celle-ci notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans la traversée des agglomérations ; - lorsque la route ne lui apparaît pas libre ; - lorsque les conditions de visibilité sont insuffisantes ; - dans les virages, les descentes rapides, les sections de routes ou encombrées ou bordées d'habitations, aux carrefours et à l'approche du sommet des côtes ; - lors du croisement ou du dépassement d'une troupe de piétons en marche (civils ou militaires), ou d'un convoi à l'arrêt ; - lors du croisement ou du dépassement d'animaux de trait, de charge ou de selle ou de bestiaux.
<p>Décret n° 96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail</p> <p>Decreets d'application 96-894 de novembre 96 déterminent les règles et procédures applicables aux études</p>	<p>Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les établissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.</p> <p>Ce décret définit les dispositions relatives à la réalisation des études relatives à l'impact d'un projet sur l'environnement. Article 2 : sont soumis à Etude d'Impact Environnemental (EIE), les projets situés sur ou à proximité de zones à risques ou écologiquement sensibles (annexe III du décret).</p>